

Durant plus de deux heures, l'autre mardi, Yves Montand a stupéfait des millions de téléspectateurs par l'authenticité et la clarté de ses propos. Il n'en a pas fallu davantage pour que certains imaginent Montand en candidat à la

présidence de la République. Il n'y a là évidemment rien de sérieux et c'est pourquoi nous avons demandé à André Bercoff, alias Caton, et spécialiste de politique-fiction d'imaginer le scénario humoristique de cette élection.

PAR ANDRÉ BERCOFF

5 mai 1988 : incroyable. Les reporters, cameramans, du monde entier rassemblés à Paris en cette journée d'intronisation, n'en croient pas leurs yeux ni leurs oreilles. En complet bleu nuit, fraîche légion d'honneur à la boutonnière, voici qu'arrive, au pied de l'Arc de Triomphe le nouveau Président de la République française. Il vient d'opérer, à l'Élysée, la passation des pouvoirs avec un François Mitterrand souriant. Désormais, ce n'est plus la rose au poing qui règne sur l'hexagone, mais les roses de Picardie. Par un de ses coups de cœur incroyable dont elle a le secret, la France vient de s'offrir le héros de « L'Aveu », le mari de Simone, le chouchou de tous les sondages, Yves Montand lui-même. Eu égard à la dureté des temps, il fallait, paraît-il, un calculateur ; ce fut un chanteur qui l'obtint. Mais un show-man qui parlait vrai, qui dénonçait le goulag qu'on ramasse à la pelle, qui n'hésitait pas à dire qu'il avait été cocu mais que ses yeux s'étaient décillés, qui avait l'accent du peuple, le goût du peuple, la couleur du peuple, mais qui n'était pas le peuple, ou du moins qui ne l'était plus depuis quelques dizaines d'années, tant il importe que le guide suprême de tous les Français fasse partie de l'élite...

L'irrésistible ascension d'Yves Montand avait commencé dans les années 80, où la super-vedette de la scène et du cinéma avait redécouvert la politique après une longue période de ce désenchantement bien connu qui baigna tous les boat-people de la pensée stalinienne. S'étant enfin aperçu que les fameux lendemains, non seulement ne chantaient pas, mais gémissaient dans les barbelés d'un nouvel univers concentrationnaire, Montand, l'ex-prolo, sourire franc et col ouvert, qui avait serré la main aux grands du Kremlin, se recyclait dans

les Droits de l'Homme et l'anti-totalitarisme raisonné. Il multipliait interviews et prestations télévisées avec un sens de la mise en scène et de la clarté qui faisait que le message passait admirablement. Rappelons aux jeunes générations, qui ne vécurent que partiellement ces temps flous, que le royaume connu alors une overdose de politique politicienne ; qu'une certaine langue de bois, faite de certitudes rances, de vieux dogmatismes et d'un manichéisme gauche-droite aussi réducteur que simpliste, ne passait plus du tout. Dans les séries étouffantes des spécialistes auto-proclamés, Montand apportait une bouffée d'air frais qui ravissait la population. Cela se concrétisa, quelques mois plus tard, avec la liste indépendante que présenta Simone Veil aux élections européennes ; à la deuxième, troisième et quatrième place de cette liste, il y avait respectivement Yves Montand, André Glucksman et Bernard Kouchner. Simone Veil obtint plus de 25 % des suffrages exprimés, créant ainsi la surprise la plus forte de ces élections ; il était difficile après cela, à Montand, de refuser de s'engager plus avant dans la bataille politique. Pas question bien sûr de fonder un nouveau parti, mais bien de continuer à piquer sans relâche le veau d'or des certitudes.

Et voici que quatre ans plus tard, le chanteur, littéralement porté par une vague populaire sans précédent, annonçait sa candidature à la Présidence de la République et obtenait, au premier tour, 26 % des suffrages exprimés, laissant loin derrière lui Jacques Chirac, avec 18 % des voix et Raymond Barre qui n'obtenait que 15 %. A gauche, Charles Fiterman s'inclinait devant le candidat socialiste,

Pierre Mauroy. Au second tour Montand l'emportait sur Mauroy avec un écart de près de deux millions de voix. Quand un soldat s'en va en guerre, il a dans sa musette son bâton de maréchal...

Ah, qui ne se souvient de la première réception du nouveau président dans les salons lambrissés de l'Élysée où, devant les représentants des corps constitués, Montand chanta son premier discours présidentiel, salué à la fin par un délire d'applaudissements et un cri unanime : « Une autre, une autre ! » Il avait décidé de continuer à habiter son appartement de la place Dauphine : pas question, pour Simone, de travailler à redécorer l'Élysée. Mais le plus rude était à faire : la composition du premier gouvernement du septennat Montand. D'une voix cassée mais encore audible, le pianiste Bob Castella, le nouveau secrétaire général de l'Élysée énuméra, devant la foule des journalistes et des photographes massés devant le peron, la liste de ceux qui allaient diriger, pendant un laps de temps certain, les affaires de la France :

Premier ministre : Christine Ockrent
Ministre de la Justice : Emmanuel Leroy Ladurie
Ministre des Affaires Étrangères : Bernard Kouchner
Ministre de l'Intérieur : Pierre Daix
Ministre du Temps Libre : Philippe Sollers
Ministre des Finances : Édouard-Jean Empain
Ministre de l'Industrie : André Glucksman
Ministre de la Culture : Claude Sautet
Ministre de l'Agriculture : Georges Suffert
Ministre du Tourisme : Jorge Semprun

Ministre de la Condition Féminine : Annie Kriegel
Ministre de la Jeunesse et des Sports : Catherine Allegret
Ministre du Travail : André Bergeron
Ministre du Commerce Extérieur : Pierre Cardin
Ministre de l'Éducation Nationale : Alain Besançon
Ministre des Transports : Jean Cau
Ministre de la Santé : Bernard Stasi
Porte-parole du gouvernement : Jean-François Revel.

Ce cabinet de techniciens s'est tout de suite mis au travail ; il a été décidé que durant la saison d'été, le Conseil des ministres se tiendrait régulièrement tous les mercredis matins à « La Colombe d'Or », à Saint-Paul-de-Vence. Le compte-rendu du conseil ne sera donné aux journalistes qu'à condition que ceux-ci soient revêtus du maillot de bain réglementaire. Très vite, le gouvernement Montand-Ockrent s'attaque aux problèmes les plus urgents : inflation, emploi, déficit du commerce extérieur. Première décision : on dénationalise toutes les banques, les multinationales, les grandes entreprises et les maisons de la culture. On privatise en partie la Sécurité Sociale, par un système d'assurances à la carte. On encourage le mécénat en permettant à tous ceux qui subventionneraient des entreprises d'intérêt public, les créateurs et les innovateurs, de déduire, dans leur déclaration d'impôts, les sommes ainsi allouées. La première chaîne de télévision est privatisée. On décide d'ajouter aux quinze canaux dont disposent déjà les téléspectateurs, cinq chaînes spécialisées. On encourage la construction du dixième sous-marin atomique. Les universités ont obtenu leur autonomie complète, à condition qu'elles travaillent désormais en étroite collaboration avec les laboratoires et les entreprises.



Le président Montand n'arrête pas de payer de sa personne ; il visite écoles, usines, et syndicats, ne rate aucune première théâtrale ou chantante. Une fois par semaine à l'Élysée, est organisé un dîner musical où le président peut enfin admirer les groupes rock qu'il rêvait d'aller voir du temps où il était simple, mais célèbre, citoyen...

Peut-on faire le point à l'heure où nous écrivons, c'est-à-dire trois mois après le second tour de l'élection présidentielle ? L'état de grâce n'est pas trop entamé, les sondages sont bons, même si l'opposition s'organise et se fait de plus en plus virulente contre celui qu'elle n'hésite pas à qualifier de « Reagan de l'aïoli ». Mais une rumeur de plus en plus insistante et passablement inquiétante, commence à s'ébruiter dans les couloirs de l'Élysée : le président s'ennuie. Le président voudrait retrouver les plateaux. Le scénario du film qu'il tourne en ce moment, provisoirement intitulé « Sept ans à l'Élysée », ne semble pas plus enthousiasmer outre mesure. On l'a senti pendant la semaine où, invité officiellement aux États-Unis, il a insisté pour passer trois jours à Hollywood, et s'est recueilli longuement dans les studios où il avait tourné « Le Milliardaire ». De retour à Paris, il aurait vu Christine Ockrent à qui il aurait confié son intention de plus en plus ferme de démissionner en sa faveur. Le Premier ministre a eu beau chercher à l'en dissuader, on laisse entendre de source autorisée que le président aurait obtenu un contrat de trois mois de représentation exclusive au Metropolitan Opera de New York et qu'il a expliqué que ce genre de proposition ne se refuse pas. Montand va-t-il faire ses adieux à la politique avant de faire ses adieux au music-hall ? Le peuple français tremblant d'inquiétude, espère que la réponse sera négative. Comme l'a écrit il y a une semaine le directeur du Figaro, Bernard-Henry Lévy : « Restez, Montand ! Nous avons besoin de vous ! » ■